

Affaires courantes

[Traduction]

VIA RAIL

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Madame la Présidente, j'ai en main un certain nombre de pétitions en faveur du maintien de VIA Rail. Les députés vont sans doute se demander à quoi riment ces pétitions puisque le gouvernement a déjà pris des mesures pour démanteler VIA Rail partout au Canada.

Mes électeurs de l'île de Vancouver ont déjà défendu leur petit tronçon de VIA Rail en traduisant le gouvernement du Canada devant les tribunaux pour l'obliger à maintenir en activité ce service ferroviaire parce qu'il faisait partie des conditions d'entrée de la Colombie-Britannique au sein de la Confédération.

Madame la Présidente, voici un certain nombre de pétitions venant de Courtenay, de Parksville, de Qualicum Beach et d'autres centres de l'île de Vancouver. Les pétitionnaires regrettent de voir que le gouvernement tente maintenant de saboter un service qu'il été forcé d'exploiter en majorant les tarifs voyageurs et en diminuant la qualité du service, ce qui décourage les usagers. Cela donne une idée de la compétence avec laquelle les conservateurs ont géré VIA Rail ces dernières années. Je serais heureux de pouvoir déposer ces pétitions qui ont toutes été dûment certifiées conformément à l'article 36 du Règlement.

• (1230)

L'INDEMNISATION FISCALE DES LOCALITÉS ISOLÉES DU NORD

M. Ray Funk (Prince—Albert—Churchill River): Madame la Présidente, comme deux autres députés, j'ai un grand nombre de pétitions signées par des électeurs de ma circonscription, des villes de La Ronge, Île-à-la-Crosse, Cumberland House, Pinehouse et d'autres localités du nord de la Saskatchewan qui exhortent le gouvernement à ne pas mettre en oeuvre les recommandations du groupe de travail sur l'indemnisation fiscale des localités isolées et du Nord, mais d'en prolonger la durée en reconnaissance du coût de la vie plus élevé qu'ailleurs dans ces régions et du fait que beaucoup de gens devront aller ailleurs chercher des emplois, provoquant ainsi un exode des professionnels et d'autres talents nécessaires au développement local, et en reconnaissance aussi du fait que la taxe sur les produits et services proposée se fera sentir beaucoup plus lourdement dans ces localités qu'ailleurs. Ce ne serait là qu'une juste compensation pour les frais additionnels à payer dans le Nord.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Ray Funk (Prince—Albert—Churchill River): J'ai une autre pétition signée par plus de 700 habitants de ma

circonscription, des villes de Prince—Albert, ShellBrook, Meath Park et d'autres localités du nord de la Saskatchewan.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à retirer immédiatement son projet de taxe sur les produits et services, sa taxe des pertes et des subventions. Ils sont conscients des conséquences de cette taxe sur le coût de la vie dans leur région et sur la capacité des familles de payer leurs factures. Ils exhortent le gouvernement à retirer immédiatement son projet de taxe et à instaurer un régime fiscal équitable permettant aux familles canadiennes de payer leurs factures sans souffrir indûment en raison du fardeau des taxes.

LES VOLS À BASSE ALTITUDE

M. Ray Funk (Prince—Albert—Churchill River): Enfin, j'ai une dernière pétition signée par des habitants de la ville d'Edmonton et des localités environnantes. Les pétitionnaires s'opposent aux vols à basse altitude effectués au-dessus des territoires Innu, au Labrador. Ils demandent au gouvernement de se retirer des accords autorisant ces vols, de mettre un terme aux projets de vols à basse altitude au-dessus de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan, y compris de ma circonscription, et d'utiliser plutôt les fonds qu'il verse à l'OTAN et à NORAD pour aider les peuples autochtones du Canada à reprendre le contrôle de leurs territoires et de leur vie et pour promouvoir le développement durable partout au Canada.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter quelques pétitions signées par nos bons amis du nord de la Saskatchewan, qui montrent que tous les Canadiens sont unis contre la taxe sur les produits et services et contre ce gouvernement majoritaire inhumain. Ils veulent lui faire savoir qu'ils continueront de lutter. Cette pétition arrive à point nommé puisque le budget présenté avant-hier laisse entendre que les impôts n'augmenteront pas. Les Canadiens ne sont pas si naïfs.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Rob Nicholson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Toutes les questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.